



**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
(C.C.A.P)  
Marchés n°**

**Marché soumis à l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics modifié par décret n°2017-516 du 10 avril 2017.**

<u>Entité Adjudicatrice :</u> <u>Maître d'Ouvrage</u>	<b>Société Publique Locale Bois Energie Renouvelable</b>
<u>Maîtrise d'Œuvre :</u>	<b>ABEE</b>
<u>Nature du marché :</u>	<b>Marché de Travaux</b>
<u>Objet de la consultation :</u>	<b>Bubry – création chaufferie bois granulé et réseau de chaleur</b>

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### S O M M A I R E

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1.- Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur : .....	4
1.2. - Désignation du Maître d'Ouvrage et Maître d'Oeuvre : .....	4
1.3. - Autres intervenants : .....	4
1.4. - Mode de passation du marché : .....	4
1.5. – Désignation des lots - Mode de dévolution : .....	4
1.6. – Tranches : .....	5
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ ET CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE .....	5
2.1. – Pièces contractuelles par ordre de priorité : .....	5
2.2 – Conditions générales de mise en œuvre.....	5
Mesures coercitives.....	6
ARTICLE 3 – PRIX ET MODE D’EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES.....	6
3.1. – Répartition des paiements : .....	6
3.2. – Contenu des prix – Mode d’évaluation des ouvrages et de règlement : .....	6
3.3.- Caractères des prix : .....	8
3.4. – Clause de réexamen prévue au marché : Sans objet. ....	8
3.5. - Application de la taxe à la valeur ajoutée : .....	8
3.6. - Nantissement : .....	8
3.7. - Paiement des cotraitants : .....	9
3.8. - Paiement des sous-traitants : .....	9
3.9. – Liquidation ou défaillance d’un membre du groupement ou du mandataire .....	10
ARTICLE 4 - DELAIS D'EXECUTION - PENALITES .....	11
4.1. – Délai global d’exécution des travaux tous lots confondus.....	11
4.2. - Prolongation des délais d'exécution : .....	11
4.3. - Pénalités pour retard et manquements : .....	12
ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE .....	12
5.1. - Retenue de garantie : .....	12
5.2. - Avance : .....	13
ARTICLE 6 - PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS - .....	14
6.1. - Provenance des matériaux et produits : .....	14
6.2. - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits : .....	14
ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	14
ARTICLE 8 - PREPARATION - COORDINATION et EXECUTION des TRAVAUX .....	14
8.1. - Période de préparation : .....	14
8.2. – Registre de chantier : .....	14
8.3. – Caractéristiques techniques : .....	14
8.4. – Protection de la main d’œuvre et conditions de travail : .....	15

ARTICLE 9 – PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT – DECHETS.....	16
9.1. – Dispositions générales :.....	16
9.2. - Gestion des déchets .....	16
ARTICLE 10 RECEPTION DES TRAVAUX.....	17
10.1- Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	17
10.2. – Réception :.....	17
10.3. - Délai de garantie : .....	17
10.4. - Assurances :.....	17
ARTICLE 11 - RENDEZ-VOUS DE CHANTIER .....	18
ARTICLE 12 - AUGMENTATION OU DIMINUTION DANS LA MASSE DES TRAVAUX.....	18
ARTICLE 13 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....	19

## **ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1.1.- Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur :**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent des travaux de création d'une chaufferie bois granulé et d'un réseau de chaleur situés à Bubry (56) comme stipulé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P).

Les notifications se rapportant au marché seront faites à l'adresse du titulaire mentionnée à l'acte d'engagement ou à défaut à son siège social par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de donner date certaine.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché en application de l'article 3.4.1 du CCAG. A défaut, lors des réunions de chantier, les pénalités prévues à l'article 4.5 seront appliquées.

### **1.2. - Désignation du Maître d'Ouvrage et Maître d'Oeuvre :**

Maître d'Ouvrage – entité adjudicatrice : Société Publique Locale Bois Energie Renouvelable  
Représentant : M. Le Président

Maître d'Œuvre : ABEE

### **1.3. - Autres intervenants :**

Contrôle Technique : APAVE – 165 rue de la Montagne du Salut – Pôle d'activités de Technellys -56600 LORIENT

S.P.S. (Sécurité Protection Santé) – Niveau 3 : APAVE – 165 rue de la Montagne du Salut – Pôle d'activités de Technellys -56600 LORIENT

### **1.4. - Mode de passation du marché :**

Le marché est passé selon la procédure adaptée en application des articles 27 et 77, du **décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics modifié par le décret n°2017-516 du 10 avril 2017**.

### **1.5. – Désignation des lots - Mode de dévolution :**

Type de marché : Exécution

Lot n°1 : gros-oeuvre – serrurerie

Lot n°2 : terrassement pour le réseau de chaleur

Lot n°3 : Chauffage bois – réseau de chaleur – électricité

### **Tâches essentielles qui ne peuvent être confiées en sous – traitance :**

En application des dispositions de l'article 62 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, le sous-traitant présenté lors du dépôt des offres ou en cours d'exécution du marché, ne pourra exécuter les **tâches suivantes considérées comme « essentielles »**, qui devront être assurées par le titulaire : sans objet.

Marché attribué en lots séparés à une entreprise ou groupement dont la forme retenue lors de l'attribution sera le groupement solidaire ou conjoint.

**Mode de dévolution** : une entreprise ou un groupement d'entreprises ; le groupement définira sa forme et désignera son mandataire.

En cas de groupement conjoint, le mandataire désigné par le groupement sera solidaire pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du Maître d'Ouvrage ; sa responsabilité de mandataire peut être engagée pour l'ensemble du groupement jusqu'à l'expiration des garanties contractuelles.

#### **1.6. – Tranches : sans objet**

### **ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE ET CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE**

#### **2.1. – Pièces contractuelles par ordre de priorité :**

- L'Acte d'Engagement complété et signé, le cas échéant, annexes de sous-traitance complétées et signées ainsi que les annexes modificatives de sous-traitance,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux qui sera remplacé par le calendrier détaillé d'exécution issu de la période de préparation du chantier,
- Le Plan général de coordination de la sécurité et protection de la santé,
- Le Rapport initial de contrôle technique
- Les rapports amiante et plomb avant travaux
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Les Plans et carnets de détails
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.).\* version issue de l'arrêté du 8 septembre 2009 et modifiée par arrêté du 3 mars 2014 ;
- Les Cahiers des Clauses Techniques Générales et fascicules applicables aux travaux objet du présent marché selon les conditions de l'article 23 du CCAG\* ;
- Le Mémoire technique justificatif des dispositions que le titulaire s'est proposé d'adopter ;
- La Décomposition de prix forfaitaire ;

**Seuls les documents originaux détenus par la SPL BER font foi en cas de contestation.**

**Les documents visés ci-avant <sup>(\*)</sup>, bien que non joints au marché sont réputés connus du titulaire, les parties contractantes leur reconnaissant expressément le caractère contractuel.**

#### **2.2 – Conditions générales de mise en œuvre.**

Autres documents généraux applicables :

- Normes européennes ;
- Cahier des Charges et documents techniques unifiés (D.T.U.) établis par le C.S.T.B., ainsi que les normes françaises ;
- Avis techniques du C.S.T.B. et des assurances pour les procédés de construction, ouvrages ou matériaux ;
- Toutes les lois, décrets, circulaires et règlements concernant les constructions, les matériaux, les équipements, l'hygiène, la sécurité des travailleurs et du public, publiés à la date de remise des offres.

#### Connaissance des lieux et tous éléments relatifs à l'exécution des travaux :

Le Titulaire ne saurait se prévaloir, postérieurement à la remise des offres ou à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante des lieux et terrains d'implantation des ouvrages, des propriétés mitoyennes, des routes et voies d'accès, non plus que de tous les éléments locaux tels que lieux d'approvisionnement des matériaux, moyens d'accès et réglementation de la circulation, conditions d'alimentation en eau et en électricité, conditions climatiques, conditions acoustiques, en relation directe ou indirecte avec les travaux, pour présenter des demandes de suppléments ou de plus-values sur le prix global et forfaitaire convenu et arrêté.

Le Titulaire n'ayant fait, lors de la remise de son offre, aucune remarque concernant les documents qui lui ont été remis, est réputé n'y avoir relevé aucune erreur ou omission de nature à modifier plus tard le montant des travaux.

#### Mesures coercitives

Lorsque le titulaire ne respecte pas les stipulations du présent CCAP ou les ordres écrits qui lui ont été transmis par le Maître d'œuvre, ce dernier pourra le mettre en demeure d'y satisfaire par lettre recommandée avec A.R.

Si cette mise en demeure reste sans effet, dans le délai maximum fixé par le maître d'œuvre, sauf cas de force majeure, le Maître d'Ouvrage aura le droit de faire exécuter les travaux par un autre entrepreneur de son choix et ce, aux frais du Titulaire défaillant, étant entendu que l'approvisionnement effectué sur le chantier par Le Titulaire, restera affecté au chantier.

### **ARTICLE 3 – PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES**

#### **3.1. – Répartition des paiements :**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants ou à l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

#### **3.2. – Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement :**

##### *3.2.1 – Détermination du prix :*

Les ouvrages ou prestations seront réglés selon la dépense globale et forfaitaire figurant à l'acte d'engagement.

Le prix total figurant dans l'Acte d'Engagement de l'Entreprise est un prix tenant compte de toutes les prescriptions des pièces contractuelles et de toutes les dépenses, frais généraux, impôts et taxes et aléas relatifs à la bonne exécution des travaux, à quelque titre que ce soit, y compris toutes les sujétions particulières découlant de la nature des travaux, des lieux, des circonstances locales et de la présence d'autres entreprises sur le chantier, la participation au compte prorata, en assurant au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Les coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier lui incombent également.

Les travaux à exécuter sont définis par un C.C.T.P. et par les plans et pièces dessinées annexées.

Le titulaire ne pourra, en aucun cas, apporter des modifications ou rectifications au C.C.T.P. des lots, sauf en cas de variante acceptée par le maître d'ouvrage lors de l'attribution du marché.

Chaque soumissionnaire est tenu de fournir une décomposition du prix global et forfaitaire, présentée sous la forme d'un devis quantitatif. Ce devis servira de base pour l'évaluation des travaux exécutés et l'établissement des projets de décomptes.

### *3.2.2 – Obligations particulières du titulaire :*

Dans les 20 jours à compter de la réception de l'ordre de service demandant la communication de la pièce, le titulaire devra fournir au maître d'œuvre la décomposition d'un prix forfaitaire ou le sous-détail d'un prix unitaire sur la base de l'article 10.3 du CCAG.

### *3.2.3 – Règlement des comptes :*

Les marchés sont soumis à un délai global maximum de paiement de **30** jours.

**Le point de départ est la date de réception de la demande de paiement par le Maître d'œuvre et elle est remise avant la fin de chaque mois, en fonction de l'avancement des travaux.**

**Le montant de l'acompte à verser est calculé par le maître d'œuvre selon dispositions de l'article 13.2.1 du CCAG. Le maître d'œuvre dispose d'un délai de 7 jours à compter de la réception de la demande en courrier recommandé avec accusé de réception pour notifier par recommandé avec accusé de réception l'état d'acompte mensuel à régler par le maître d'ouvrage.**

La demande de paiement est datée et mentionne les références du marché (numéro et objet). La demande de paiement est adressée à la **Société Publique Locale Bois Energie Renouvelable par voie dématérialisée : splber56100@gmail.com.**

#### Suspension du délai global de paiement - rejet de la facture :

Les erreurs ou omissions dans la demande règlement ou dans l'état d'acompte seront signalées avec obligation d'établir une nouvelle demande ou un nouvel état d'acompte à compter de la réception desquels un nouveau délai maximal de 30 jours pour effectuer le paiement sera ouvert.

#### Traitement du décompte général définitif :

1) le règlement aura lieu après procès – verbal de réception des travaux.

Le titulaire doit présenter son projet de décompte final au Maître d'œuvre au plus tard **30** jours après notification de la décision de réception des travaux. Au vu du projet de décompte général établi par le Maître d'œuvre, le décompte général signé du maître d'ouvrage sera transmis en retour au titulaire par courrier recommandé pour approbation. L'entreprise doit en faire retour revêtu de sa signature dans un délai maximal de **30** jours, sans ou avec des réserves ou indication des motifs de son refus de signer. En tout état de cause si le titulaire ne l'a pas renvoyé dans ce délai ou exposé en détail ses réserves en précisant le montant de ses réclamations, il est réputé accepté et devient définitif.

2) Si les réserves inscrites au procès-verbal de réception des travaux, ne sont pas levées, l'instruction du projet de décompte final ne pourra intervenir qu'à partir de la date de levée de l'ensemble de ces réserves de quelque nature qu'elles soient et remise du DOE.

3) Il ne sera pas fait application de la procédure décrite à l'article 13-4-4 du CCAG.

En tout état de cause si le titulaire ne l'a pas renvoyé dans ce délai ou exposé en détail la notification de ses réserves en précisant le montant de ses réclamations, il est réputé accepté et devient définitif.

### *3.2.4 - Intérêts moratoires :*

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

### *3.2.5 - Approvisionnements :*

Il ne sera pas réglé d'acompte au titre des approvisionnements pour les lots 1 et 2.

Il pourra être réglé des acomptes au titre des approvisionnements pour le lot 3, sous réserve de présentation d'un justificatif de commande de matériel.

### **3.3.- Caractères des prix :**

Les prix sont fermes et actualisables dans les conditions suivantes :

Si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans son offre, mois Mo (date limite de remise des offres selon règlement de consultation soit janvier 2020) et la date d'effet de l'ordre de service de démarrage des travaux, l'actualisation est effectuée par application à la valeur des travaux concernés, d'un coefficient Cn donné pour chaque lot par la formule :

$$C_n = \frac{I_{(n-3)}}{I_{(0)}}$$

I .... (o)

Dans laquelle I (o) et I (n-3) sont les valeurs de l'index de référence - voir détail et formule par lot ci – dessous - respectivement au mois Mo et au mois "n-3" antérieur de trois mois à la date d'effet du démarrage des travaux.

**La formule et le montant de l'actualisation sera présenté avec le premier acompte ou dès publication de l'indice correspondant. Chaque acompte sera ainsi corrigé du coefficient d'actualisation arrêté entre le maître d'ouvrage et l'entreprise.**

Index applicables: parution Moniteur des Travaux Publics

LOT 1 : BT03

LOT 2 : BT02

LOT 3 : BT01

### **3.4. – Clause de réexamen prévue au marché : Sans objet.**

### **3.5. - Application de la taxe à la valeur ajoutée :**

Les montants des acomptes mensuels et du solde seront calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations objet de la situation de travaux.

### **3.6. - Nantissement :**

En application du régime de nantissement prévu à l'article 127 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sont désignés :

Comme comptable assignataire des paiements : Cabinet Strego

Comme représentant légal du Maître de l'ouvrage habilité à fournir les renseignements à l'article 130, du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics : M. Le Président

En cas de groupement conjoint, le nantissement porte uniquement sur la part du cotraitant concerné selon la répartition des paiements annexée au marché et hors sous-traitance.

En cas de groupement solidaire, il sera fait au nom du groupement dès lors que les prestations ne sont pas individualisées.

La part du marché pouvant être confiée par l'entrepreneur principal (titulaire ou sous-traitant de premier rang) est limitée à celle qu'il effectue personnellement.

L'acte de sous-traitance mentionnera également la situation du titulaire ou les modifications à apporter au regard des cessions de créance ou nantissement, auxquels a pu donner lieu le marché initial. Il en sera de même en cas de modification du montant sous-traité, ou de l'introduction de nouveaux sous-traitants. Toute modification dans la répartition des prestations entre le titulaire et les sous-traitants payés directement,



exige la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, la production d'une attestation ou d'une mainlevée du ou des cessionnaires.

### **3.7. - Païement des cotraitants :**

Le paiement des cotraitants est prévu à l'article 13.5 du CCAG travaux.

### **3.8. - Païement des sous-traitants :**

En application d'une part, de l'article 5 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et d'autre part des articles 133 et 134 du décret N° 2016- 360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés :

- **Seule une partie du marché peut être sous-traitée** sous la responsabilité du titulaire, à condition d'avoir obtenu de la SPL BER avant début d'exécution des prestations, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiements.
- **La demande d'agrément peut être rejetée par la SPL BER en cas de capacités professionnelles et financières insuffisantes, interdiction de soumissionner (article 48 du décret précité), prix sous – traité anormalement bas, dans les conditions prévues aux articles 60, 134 du décret précité et 62II de l'ordonnance précitée.**
- ✓ **Sous-traitance présentée au moment du dépôt de l'offre :**

Le candidat complète la **déclaration de sous-traitance** prévue au dossier de consultation mentionnant :

- la nature des prestations sous- traitées,
- le nom, raison ou dénomination sociale et adresse du sous –traitant proposé,
- le montant maximum des sommes à verser au sous – traitant,
- les conditions de paiement prévues par le contrat de sous– traitance et le cas échéant les modalités de variation des prix ;

**et joint une décomposition des prix**

**Il y joint également,** les renseignements relatifs à ses capacités financières (chiffres d'affaires au cours des trois dernières années ou attestation de création pour les entreprises nouvelles), techniques et professionnelles (moyens, références ou toute autre preuve des capacités sur lesquelles le candidat s'appuie), ainsi qu'une attestation sur l'honneur relative à l'interdiction de soumissionner (article 48 I 1°du décret précité ; jugement pour les entreprises en redressement judiciaire Les imprimés DC1 et DC2 peuvent être utilisés :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

**La notification du marché emporte acceptation du sous – traitant (production des attestations fiscales et sociales).**

**Attestation d'assurance du sous-traitant pour les travaux sous-traités.**

- ✓ **..En cours de marché :**

Les renseignements et documents identiques sont à fournir par le titulaire à l'acheteur ; le titulaire atteste également qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous – traitant en produisant le cas échéant les documents ou certificats indiqués à l'article **134-2° à 4°** du décret précité.

L'acceptation du sous – traitant ne peut intervenir si l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité n'ont pas été modifiés.

**Si le maître d'ouvrage constate que la retenue de garantie sera insuffisante du fait du droit au paiement direct du sous-traitant, il exigera une garantie à première demande.**

Paielements au sous-traitant : (actes de sous – traitance d'un montant égal ou supérieur à 600,00€ TTC ; droit au paiement direct – article 135 du décret précité)

Les demandes de paiement sont à présenter au titulaire et à la SPL BER dans les conditions prévues à l'**article 136** du décret précité.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur en groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte signé par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance , ainsi que par le mandataire du groupement et indiquant la somme à régler par le Maître de l'Ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

**Le délai global de paiement court à partir du lendemain des 15 jours suivant l'accusé de réception par le titulaire** (copie remise en R.A.R à la SPL BER), de la demande de paiement qui lui a formulée le sous-traitant ; le titulaire doit notifier son acceptation ou son refus au sous-traitant et à la SPL BER dans ces 15 jours.

**Si le sous-traitant n'est pas de premier rang** :

Une caution bancaire est remise par le sous-traitant de premier rang garantissant le droit au paiement du sous-traitant de second rang par le sous-traitant de premier rang conformément aux dispositions des articles 6 et 14-1 de la loi sur la sous-traitance du 31.12.1975 modifié. Celle – ci peut être remplacée par la signature d'une convention tripartite de délégation de paiement permettant le paiement direct du sous-traitant de second rang par l'entité adjudicatrice.

Le titulaire et le sous-traitant de premier rang, ont l'obligation de procéder à la déclaration de l'ensemble des sous-traitants et à leur demande d'agrément auprès du maître d'ouvrage, durant toute la durée du marché. Les contrats de sous-traitance signés entre les deux partenaires pourront être remis au maître d'ouvrage, à sa demande.

**Si le maître d'ouvrage a connaissance de sous-traitants non déclarés, il mettra en demeure le titulaire ou le sous-traitant de s'acquitter de ses obligations.**

**La fin anticipée d'un contrat de sous-traitance à la demande du titulaire du marché ou le remplacement par un autre sous-traitant feront l'objet d'un acte annulant ou modifiant l'acte initial de sous-traitance.**

### **3.9. – Liquidation ou défaillance d'un membre du groupement ou du mandataire**

En cas de défaillance d'un membre du groupement (liquidation judiciaire ou impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait) en cours d'exécution de marché, le mandataire doit rechercher la solution la plus adaptée à la poursuite des prestations, il peut être proposé au maître d'ouvrage un ou plusieurs sous-traitants pour le remplacer. Le maître d'ouvrage se prononce sur cette demande après examen de la capacité professionnelle, technique et financière de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et le cas échéant des sous-traitants présentés. Un avenant au marché sera conclu entre les entreprises restantes et le maître d'ouvrage.

Lorsque l'entreprise défaillante est le mandataire du groupement, les co-titulaires du marché doivent proposer au maître d'ouvrage un nouveau mandataire choisi parmi eux.

En groupement conjoint, chaque cotraitant est responsable de la part du marché qu'il exécute, le membre du groupement placé en situation de liquidation judiciaire ne peut voir sa responsabilité engagée que pour les prestations qu'il a effectuées.

Le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement pour leurs obligations contractuelles à l'égard de l'entité adjudicatrice. Il doit pallier les carences de l'entreprise défaillante vis à vis du maître d'ouvrage. Sa responsabilité est engagée pour ce qui est exécuté par l'ensemble des membres jusqu'à l'expiration des garanties contractuelles ou légales, pour la période couvrant la durée de sa participation au groupement.

Lorsque le groupement est solidaire : chaque membre est responsable de la bonne exécution de la totalité du marché, le mandataire placé en situation de liquidation judiciaire ne l'étant que pour les prestations effectuées avant son départ du groupement.

#### **ARTICLE 4 - DELAIS D'EXECUTION - PENALITES**

##### **4.1. – Délai global d'exécution des travaux tous lots confondus**

6 mois y compris congés payés et période de préparation de chantier (1 mois).

Un ordre de service pour le démarrage de la préparation de chantier sera établi puis un second ordre de service interviendra pour fixer la date de démarrage des travaux.

L'installation devra être opérationnelle pour la saison de chauffe 2020 – 2021 soit au plus tard le 1/10/2020.

Les prestations supplémentaires éventuelles retenues seront à exécuter dans le délai indiqué ci-dessus.

Dans le cadre de travaux allotis, le délai d'exécution global tous lots confondus, est précisé à l'acte d'engagement et tient compte du calendrier prévisionnel d'exécution. Les dates d'intervention relatives à chaque lot sont confirmées ou modifiées pendant la période de préparation de chantier dans les conditions prévues à l'article 28.2. 3 du CCAG.

##### **4.2. - Prolongation des délais d'exécution :**

**Les intempéries et autres phénomènes naturels** indiqués ci-après lorsqu'ils dépassent les intensités limites suivantes :

<b>Nature du phénomène</b>	<b>INTENSITE LIMITE</b>
<i>Vent</i>	<i>Rafales &gt; à 70 km/h pendant + 2 heures</i>
<i>Pluie</i>	<i>&gt; 20 mm en 24 heures</i>
<i>Gel</i>	<i>Nombre de jours égal à celui dont la température sous abri sera maintenue au-dessous de moins 1°C sous réserve de contraintes spécifiques liées à la mise en œuvre de certains produits.</i>
<i>Neige</i>	<i>Durée supérieure à 4 H ou tapis de neige dont l'épaisseur moyenne est égale à 2 cm.</i>

Outre les intempéries prévues ci-avant, des journées dites d'intempéries pourront être retenues par le maître d'œuvre et consignées sur les comptes rendus de chantier lors d'une visite contradictoire constatant :  
- l'inaccessibilité du chantier

- que les moyens à mettre en œuvre sont trop importants pour assainir le chantier et continuer les travaux dans des conditions de sécurité et le respect des règles de l'Art.

#### **4.3. - Pénalités pour retard et manquements :**

L'exonération prévue à l'article 20.4 du CCAG n'est pas appliquée.

Les pénalités pourront être précomptées sur les acomptes versés tout au long du marché.

<b>Nature des pénalités</b>	<b>Montant pénalité</b>
Pénalité pour retard <ul style="list-style-type: none"><li>- Délai exécution</li><li>- Evacuation de fin de chantier</li><li>- Remise documents en cours de préparation, de chantier et après exécution...</li></ul>	<b>100 € HT par jour calendaire de retard</b>
Pénalité pour absence ou retard aux réunions de chantier (pour un retard supérieur à 30 minutes ou une absence)	<b>50 € HT</b>
Pénalité pour un manquement aux prescriptions en matière de sécurité sur le chantier : En cas de non observation des prescriptions de chantier, il sera fait application de pénalités sur <b>la simple constatation par le maître d'œuvre des infractions et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain.</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Dispositions article 8-4 du CCAP</li></ul>	<b>300 € HT par manquement</b>
Pénalité générale pour non-respect des engagements contractuels (en cas de manquement non prévu par une pénalité spécifique)	<b>50 € HT par manquement et par jour calendaire</b>

#### **4.4. – Réglementation relative à la lutte contre le travail dissimulé :**

Pendant la durée du marché, le titulaire doit respecter ses obligations de déclaration et de paiement auprès des organismes de recouvrement des cotisations sociales. En application des dispositions introduites dans le Code du Travail, le marché de l'entreprise en infraction par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, pourra être résilié par la SPL BER à ses frais et risques.

### **ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

#### **5.1. - Retenue de garantie :**

Le marché comporte une retenue de garantie dont le montant est égal à 5% du montant TTC de ce marché, augmenté le cas échéant, du montant des avenants, conformément aux articles 122 à 124 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Elle a pour objet de couvrir :

Les réserves à la réception de travaux, ainsi que celles formulées pendant le délai de garantie de parfait achèvement d'un an.

Elle sera prélevée sur l'ensemble des mandatements effectués au titulaire.

Le titulaire a la possibilité pendant toute la durée du marché, de substituer la garantie à première demande à la retenue de garantie. La retenue de garantie est constituée pour le montant total TTC du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont réservés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

Au gré du titulaire, elle pourra être remplacée par une garantie à première demande. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Lorsque le titulaire du marché public est un groupement solidaire, la garantie est fournie par le mandataire pour le montant total du marché public, avenants compris.

Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché public.

La retenue de garantie est remboursée un mois plus tard après l'expiration du délai de garantie. En cas de retard de remboursement, des intérêts moratoires sont versés selon les modalités définies par le décret mentionné à l'article 183 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Les établissements ayant accordé leur garantie à première demande, sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie.

**Toutefois, si des réserves ont été notifiées au titulaire du marché public, ou aux établissements ayant accordé leur garantie à première demande, pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.**

## **5.2. - Avance :**

Pour les marchés ou tranches affermies d'un montant supérieur à 50 000 € H.T. avec un délai d'exécution supérieur à deux mois, le titulaire a droit au versement d'une avance d'un montant de 5% du montant du marché dans les conditions fixées à l'article 110 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics).

Elle sera remboursable, proportionnellement au taux d'avancement des prestations, par précompte des sommes dues au titulaire, lorsque les prestations exécutées auront atteint entre 65 et 80 % du montant des prestations.

Elle n'est due que sur la part qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

En application de l'article 113 du décret précité, il sera demandé au bénéficiaire de l'avance de constituer une garantie à première demande en contrepartie du bénéfice de cette avance.

La caution personnelle et solidaire n'est pas acceptée. L'avance n'est pas soumise aux clauses de variation de prix.

La garantie à première demande sera constituée seulement après délivrance de l'ordre de service de démarrage des travaux ; ainsi le point de départ du délai de paiement de l'avance est la date de réception de cette garantie par le maître d'ouvrage.

Le sous-traitant bénéficiaire du paiement direct peut aussi à prétendre à sa demande au versement de l'avance forfaitaire dans les conditions prévues à l'article 135-II du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Elle n'est due que sur la part qui ne fait pas l'objet de sous-traitance. L'avance concerne la part du marché hors sous-traitance.

- Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée lors du dépôt de l'offre, l'assiette de l'avance prévue à l'article 110 est réduite pour le titulaire, au montant correspondant aux prestations lui incombant.
- Si le titulaire qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées.

## **ARTICLE 6 - PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS -**

### **6.1. - Provenance des matériaux et produits :**

Sauf prescriptions particulières au C.C.T.P., le titulaire a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions fixées par le marché. Ils doivent être conformes aux stipulations du marché et respecter les classes et niveaux de performance spécifiés par références aux normes. La date de validité de la norme visée par le marché est prévue à l'article 23 du CCAG.

### **6.2. - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits :**

Le CCTP définit les vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier. Sauf accord intervenu entre le Maître d'œuvre et Le Titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le Maître d'œuvre. Le Maître d'œuvre peut décider de faire exécuter à tout moment des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché. S'ils sont effectués par le Titulaire, ils lui seront rémunérés. S'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le Maître de l'Ouvrage.

Le Titulaire procédera aux essais et vérifications de fonctionnement et en dressera les procès-verbaux correspondants qu'il transmettra au maître d'oeuvre et au bureau de contrôle technique.

## **ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES**

Se référer aux prescriptions communes du CCTP.

## **ARTICLE 8 - PREPARATION - COORDINATION et EXECUTION des TRAVAUX**

### **8.1. - Période de préparation :**

Le délai de préparation de chantier est d'un mois inclus dans le délai d'exécution.

### **8.2. - Registre de chantier :**

Il n'est pas prévu de registre de chantier.

Les comptes-rendus de chantier tiendront lieu de registre de chantier ; leurs prescriptions seront exécutoires.

### **8.3. - Caractéristiques techniques :**

#### Echantillons :

Les entreprises devront soumettre à sa demande, à l'approbation du Maître d'œuvre, les modèles de matériaux et matériels qu'elles comptent mettre en œuvre.

Tous les matériaux et fournitures devront être livrés sur le chantier, réceptionnés, distribués ou stockés sous la responsabilité de chaque entreprise, par ses soins, à ses frais, risques et périls.

#### Documents d'étude des entreprises :

**Les études d'exécution (plans et notes de calculs) sont à la charge de l'entreprise titulaire.**

Le Maître d'œuvre **vérifie les plans d'exécution fournis par le titulaire** et le cas échéant, établit son visa, en coordination avec le contrôleur technique.

Les études d'exécution sont à réaliser pendant la période de préparation.

**Pour tout document éventuel à produire au démarrage et en cours de chantier, si des observations sont à formuler par le contrôleur technique, le maître d'œuvre transmet les conclusions finales à l'entreprise par écrit avant exécution des travaux concernés.**

En cas de retard, par rapport à une échéance de remise de document au maître d'œuvre (courrier ou PV de réunion de chantier) les pénalités prévues à l'article 4.7 seront appliquées. En cas de carence de l'entreprise, le maître d'œuvre peut faire établir ces documents aux frais du Titulaire, par toute personne qualifiée de son choix.

#### **8.4. – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail :**

Le titulaire du marché devra s'assurer que les salariés travaillant sur le chantier, objet du présent marché, quelle que soit la durée de leur contrat, disposent d'un badge comportant le nom de l'entreprise et les nom et prénom de l'agent et devra donner les consignes nécessaires pour que ce badge soit porté de façon visible sur les vêtements des personnels.

Le titulaire est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier. En cas de marché alloti, les mesures d'installation, d'organisation, de sécurité et d'hygiène du chantier sont réparties entre les différentes entreprises.

Cette disposition s'applique également à tous les sous-traitants appelés à travailler sur le chantier.

D'une manière générale, les entreprises respecteront l'ensemble de la législation du travail en vigueur.

#### Représentation des entreprises :

Chaque entreprise devra présenter à l'agrément du Maître d'œuvre, un représentant responsable capable de prendre les décisions et de remplacer l'entrepreneur, de manière qu'aucune opération ne puisse être retardée ou suspendue en raison de l'absence de ce dernier. Dans le cas où l'entrepreneur n'est pas valablement représenté, celui-ci sera considéré comme absent et les décisions, en son absence, lui seront imposées sans appel.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Toutes dispositions complémentaires seront précisées par le coordonnateur de sécurité.

#### Protection des ouvrages :

Chaque corps d'état doit la protection de ses ouvrages et matériels contre les dégradations, avaries et reste seul responsable de ces mêmes ouvrages ou matériels. Il lui est évidemment loisible de rechercher l'auteur de ces avaries.

Les réparations ou remplacement ne devront, en aucun cas, retarder le délai prévu pour la tâche concernée.

#### Sécurité des personnes :

Le Maître d'Ouvrage interdit l'accès au chantier pour les personnes en non-conformité avec la réglementation.

Chaque entreprise devra exiger de son personnel le respect de l'application des lois et règlements en vigueur concernant la sécurité générale autant que celle des installations de chantier, conformément au plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé établi par le coordonnateur Santé Sécurité. De même qu'elle devra se conformer à toutes observations particulières du Maître d'œuvre, du coordonnateur Santé Sécurité et des organismes habilités à contrôler les chantiers (direction départementale du travail et de l'emploi, O.P.B.T.P., etc...)

Il est rappelé plus particulièrement que le port des équipements de protection individuelle est obligatoire pour toutes les personnes présentes en permanence ou occasionnellement sur le chantier sans aucune distinction de fonction.

#### Installations de chantier :

Le site à aménager est mis à la disposition du titulaire dès que commence à courir le délai contractuel d'exécution pour lui permettre d'installer son chantier (approvisionnement des matériels, matériaux...).

Le Maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations complémentaires réalisées par le titulaire.

Le projet des installations de chantier indique notamment la situation des locaux pour le personnel et de leurs accès de l'entrée du chantier.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Toutes dispositions complémentaires seront précisées par le coordonnateur de sécurité.

#### Remise en état

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux avant l'expiration du délai d'exécution, au regard de la situation en début de chantier attestée, soit par un état contradictoire réalisé entre maître d'œuvre et Titulaire, soit par un état résultant d'un constat d'huissier.

En l'absence de l'un ou de l'autre de ces documents, le maître d'œuvre définira la nature des prestations de remise en état.

### **ARTICLE 9 – PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT – DECHETS**

#### **9.1. – Dispositions générales :**

Le titulaire veille au respect des prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage. Il prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement.

#### **9.2. - Gestion des déchets**

Le titulaire devra gérer, valoriser, éliminer à ses frais, les déchets conformément à la législation.

Dans le cas de travaux allotis, la gestion pourra être commune aux différentes entreprises qui pourront étudier entre elles la répartition des coûts.

Il incombe au titulaire de constituer des bordereaux de suivi des déchets de chantier permettant au maître d'ouvrage de constater leur évacuation. A défaut d'évacuation, après ordre de service et mise en demeure restée sans effet à **l'expiration d'un délai de 7 jours calendaires**, les déchets pourront être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans les sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe et ce, aux frais et risques du titulaire.



## **ARTICLE 10 RECEPTION DES TRAVAUX**

### **10.1- Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

Le Maître d'œuvre se réserve la faculté d'effectuer ou de faire effectuer tout contrôle, à tout moment, pendant l'exécution des travaux.

### **10.2. – Réception :**

**Il sera procédé à la réception selon les modalités suivantes dès l'achèvement des travaux tous lots confondus en application de l'article 42-1 à 42-5 du CCAG Travaux :**

**Il sera procédé lors de la réception à établissement d'un état des lieux contradictoires et d'un procès-verbal de réception.**

Lorsque la réception est prononcée avec réserves motivées par des omissions ou imperfections, le procès-verbal mentionnera le délai fixé au titulaire pour remédier aux réserves dans le cadre des limites posées par les articles 41.5 et 41.6 du CCAG. L'instruction du projet de décompte final des travaux ne pourra commencer qu'à compter de la levée de la dernière réserve.

Chaque entreprise devra, remettre au Maître d'œuvre au plus tard dans les 30 jours suivant la réception :

- Une notice (Dossier des Ouvrages Exécutés) avec plans et dossiers d'exécution indiquant au moins :
  - Les consignes d'exploitation
  - Les directives de conduite et d'entretien des matériels installés,
  - La liste des matériels utilisés et la documentation « constructeur » relative à ceux-ci.

(Liste non exhaustive)

Les fichiers informatiques seront au format DWG (charte graphique selon consignes du maître d'ouvrage).

### **10.3. - Délai de garantie :**

La période de garantie contractuelle de parfait achèvement est d'un an à compter de cette réception.

Durant cette période l'entrepreneur est tenu de remédier à tous les désordres constatés à la réception ou nouveaux, même dans les menus travaux et de faire en sorte que l'ouvrage demeure conforme à l'état où il était lors de la réception, ou après correction des imperfections constatées à la réception, en dehors de tous travaux d'entretien.

**La période de délai de garantie peut être prolongée conformément à l'article 44.2 du CCAG.**

### **10.4. - Assurances :**

**Le Titulaire, ainsi que les cotraitants désignés dans le marché, ont justifié lors de la décision d'attribution du marché qu'ils étaient titulaires :**

- D'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de travaux ;
- D'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du Code Civil.

**Ils doivent ensuite être en mesure de produire les attestations en cours de validité, à tout moment de l'exécution du marché.**

La compagnie d'assurance doit être notoirement solvable. L'attestation d'assurances mentionne l'étendue des garanties souscrites.

Outre la responsabilité légale de l'entreprise en ce qui concerne l'exécution des travaux objet du marché, le Titulaire sera et restera responsable des dégâts et dommages de toute nature qu'il pourrait occasionner du

fait de l'exécution des travaux aux biens immobiliers appartenant à des services, administrations, collectivités, ainsi qu'aux particuliers.

De plus, le Titulaire doit garantir par assurance, la SPL BER contre tout recours des tiers consécutifs aux travaux exécutés par lui-même ou sous sa propre responsabilité.

La responsabilité de la SPL BER ne pourra en aucune façon être engagée.

Le montant de ces garanties doit être compatible avec l'importance et la consistance de l'ouvrage et les risques encourus.

#### **ARTICLE 11 - RENDEZ-VOUS DE CHANTIER**

Le Titulaire est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier hebdomadaires provoqués par le Maître d'Oeuvre ou d'y déléguer son représentant ayant pouvoir pour engager l'entreprise et donner sur-le-champ, les ordres nécessaires aux agents de l'entreprise sur le chantier.

La présence de tous les entrepreneurs convoqués aux rendez-vous de chantier étant indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux, l'absence d'un entrepreneur ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'entrepreneur défaillant.

Les instructions portées par la Maîtrise d'oeuvre sur le compte rendu du rendez-vous de chantier valent ordres d'exécution pour chaque entrepreneur intéressé, toute suite devant y être donnée à la diligence du chef de chantier.

Les réunions aux jours et heure fixés par le Maître d'Oeuvre. Les entreprises seront convoquées par compte-rendu de chantier ou lettre simple. La présence d'un responsable des entreprises concernées, dûment mandaté, est obligatoire à ces rendez-vous, sous peine d'application des pénalités prévues à l'article 4.5.

Un compte-rendu sera rédigé à chaque rendez-vous et transmis à toutes les entreprises à la diligence du Maître d'Oeuvre. Ses prescriptions seront exécutoires dans les délais fixés, sauf réserves transmises dans les **3 jours** suivant réception du compte-rendu. Leur non observation impliquera les mêmes pénalités que celles prévues à l'article 4.7 selon la nature de la prestation attendue.

#### **ARTICLE 12 - AUGMENTATION OU DIMINUTION DANS LA MASSE DES TRAVAUX**

Application des articles 15 et 16 du C.C.A.G.

#### **ARTICLE 13 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

- A l'article 9.2 du CCAG par l'article 10.4. du CCAP,
- A l'article 13.4.4 du CCAG par l'article 3.2.4 3) du CCAP,
- Aux articles 20. 1 et 20. 4 2° al . du CCAG apportées par l'article 4.3 à 4.8 du CCAP,
- A l'article 28.1 du CCAG apportée par l'article 8.1 du CCAP,
- A l'article 28.5 du CCAG apportée par l'article 8.2 du CCAP,
- A l'article 37.2 du CCAG apportée par l'article 4.5 du CCAP
- A l'article 40 du CCAG apportée par l'article 4.7 du CCAP.